

Racisme : une France tolérante mais crispée sur l'islam

- En dépit des manifestations récentes de racisme, la France s'ouvre aux différences
- Le rejet de l'autre se manifeste, lui, par une « islamophobie » croissante

La vague d'injures subie par Christiane Taubira, l'hostilité suscitée par la nouvelle Miss France, une jeune femme métisse, ou la libération de la parole déplorée par les associations antiracistes cachent une réalité plus contrastée : le racisme biologique et inégalitaire est devenu très marginal en France. « Depuis cinq ans, seuls 8% des sondés défendent l'inégalité des races, explique Vincent

Tiberj, chercheur à Sciences Po. *Aujourd'hui, l'antiracisme est devenu la norme démocratique.* » La France s'affiche, au fil des ans, de plus en plus tolérante et ouverte aux différences, du fait de l'élévation du niveau d'éducation et de l'arrivée à l'âge adulte de générations socialisées dans un monde plus multiculturel.

Le rejet de l'étranger n'a cependant pas disparu : il s'est transformé, et se manifeste depuis

quelques années par une forte crispation anti-islam. Cette « islamophobie » progresse dans beaucoup de couches de la société, notamment chez les femmes diplômées. Vieille arabophobie française ou crainte d'une hégémonie de l'islam ? Les chercheurs sont divisés. ■

**LIRE L'ENQUÊTE D'ANNE CHEMIN
DANS « CULTURE & IDÉES »
ET NOS INFORMATIONS P. 9 ET 21**

Sur le terrain, les militants antiracistes peinent à mobiliser contre l'intolérance

En Aquitaine, SOS Racisme tente de relancer son réseau, alors que la parole raciste se libère

Libourne (Gironde)
Envoyé spécial

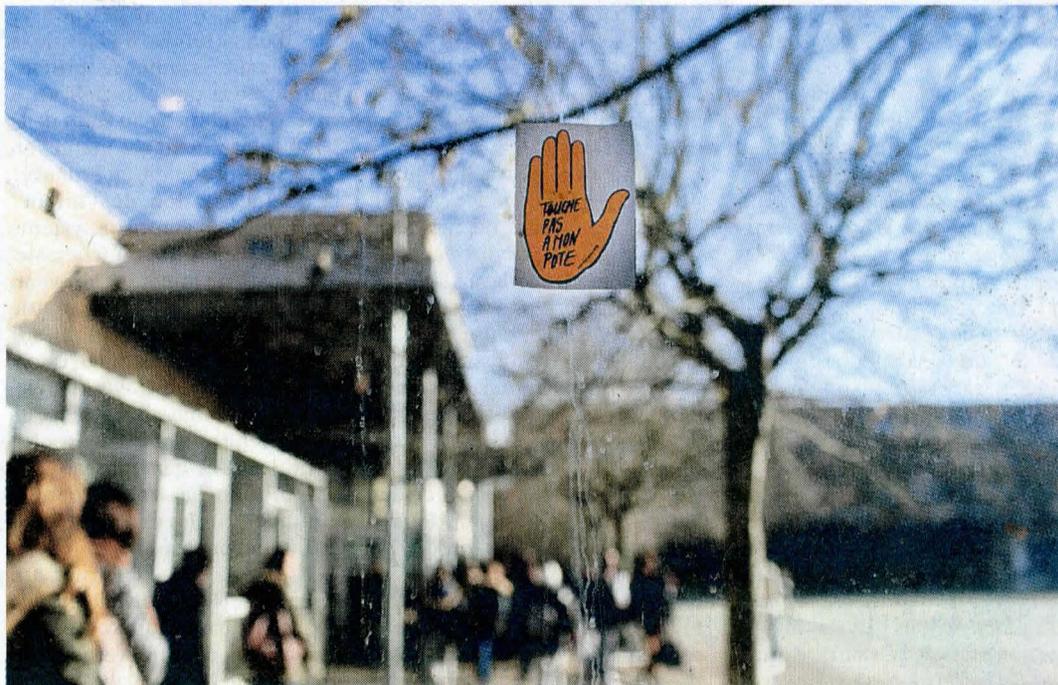
Au lycée Max-Linder de Libourne (Gironde), depuis le milieu de la semaine, c'est au son de *Free Nelson Mandela* (morceau créé en 1984 par The Special AKA) que les 1800 élèves de l'établissement rentrent et sortent de classe. La mort de l'ancien président sud-africain justifie ce choix, tout autant que l'organisation à l'intérieur du bâtiment d'une journée consacrée aux droits de l'homme.

Une demi-douzaine d'associations, parmi lesquelles SOS Racisme, sont venues, ce jeudi 12 décembre, sensibiliser les lycéens. Et tenter de remobiliser les foules, à l'heure où le recrutement de militants patine et où le militantisme antiraciste rencontre moins d'écho que les propos intolérants.

Entre les insultes à l'encontre de la ministre de la justice Christiane Taubira, les trente ans de la Marche des beurs et le déchaînement raciste contre Miss France 2014, les sujets de discussion ne manquent pas. « Il est important de rappeler à des jeunes que le racisme est d'abord un délit, surtout quand certains tentent de le banaliser », indique Sandrine Mallet, la conseillère principale d'éducation du lycée et présidente du comité Gironde-Aquitaine de SOS Racisme.

« Les digues sont tombées »

Cette militante de longue date du mouvement créé par Harlem Désir et Julien Dray ne cache pas son dépit devant un phénomène grandissant à ses yeux : la « libération de la parole raciste ». « Les



Devant le lycée Max-Linder de Libourne, jeudi 12 décembre. FRANCK PERROGON POUR « LE MONDE »

digues sont tombées. Certaines personnes n'ont plus de scrupules à dire ouvertement qu'elles sont racistes, ce qui n'était pas le cas il y a encore cinq ans », poursuit-elle.

Au siège bordelais de l'association, les 300 à 400 « signalements » recensés chaque année en témoignent. Il y a peu, une femme ayant décidé de porter le voile est venue raconter comment sa voisine, avec qui elle entretenait jusque-là de bonnes relations, l'avait agressée verbalement. « On a l'impression que ceux qui se contenaient hier se sentent hors d'atteinte juridiquement », déplore une salariée de l'association, Ilham Bensandoura. Elle-

même a pu le vérifier. Alors qu'elle distribuait des tracts, une dame lui a lancé : « Je suis raciste et je ne prendrai pas votre tract car je paie des impôts pour les étrangers. »

La même scène, ou quasi, s'est déroulée devant les yeux de Rama Diop, 19 ans, qui effectue son service civique au sein de SOS Racisme : « Un étudiant m'a dit qu'il était raciste et fier de l'être. C'est la première fois que j'entendais une chose pareille. Cela m'a fait mal : je vais devoir côtoyer des gens comme ça toute ma vie. Les nouvelles générations ne sont pas mieux sensibilisées que les précédentes. » D'où l'importance de militer. Mais à

condition de peser.

Créé en 1984, le comité aquitain de SOS Racisme a beau être l'un des plus anciens, son noyau dur de bénévoles ne dépasse pas la vingtaine de militants. Sandrine Mallet aimerait essaimer et créer un comité local dans le Libournais, où le Front national a réalisé une très forte poussée au premier tour de la présidentielle (21,15 % dans la circonscription). Elle compte pour cela sur deux mamans qui s'étaient mobilisées contre la décision du maire d'Arveyres, en mars, de supprimer le plat de substitution les jours où du porc est au menu de la cantine.

Elle compte aussi sur Thierry Eloumba, 29 ans, arrivé du Cameroun alors qu'il avait 12 ans. Cet ex-militant associatif bien connu en ville est venu prendre un café ce jour-là avec un ami, Samir Abidi, 35 ans. La discrimination au faciès, tous deux la connaissent, que ce soit en matière de recherche d'emploi, d'hébergement, de sorties en discothèque...

« Il suffit d'être quatre ou cinq pour créer un comité SOS Racisme, de déposer des statuts en préfecture et de lancer des actions », les encourage Sandrine Mallet. Les deux jeunes hommes hésitent puis finissent par dire OK. « Ce qui compte, c'est d'impliquer les jeunes issus de l'immigration car ils sont actuellement dans la victimisation et le fatalisme », insiste Thierry Eloumba. « On en fera venir à la première réunion, promet Samir Abidi. Surtout des jeunes qui se sentent discriminés. Ça fait du bien de parler de ces choses-là, ça vide. » ■

Jean Lassalle, témoin du « rejet de l'autre »

LES « MARCHES » sont décidément à la mode. Celle de Jean Lassalle, député MoDem des Pyrénées-Atlantiques, qui a débuté le 10 avril, s'achève samedi 14 décembre. Ce n'était pas une commémoration de celle pour « l'égalité » entreprise trente ans auparavant. Non, le député de 58 ans a voulu aller à la rencontre du pays, car des signes d'un délitement généralisé l'ont inquiété. « Je voyais que notre pays s'enfonçait dans l'individualisme et le repli sur soi. Après la crise économique, nous étions face à une crise morale, une crise de confiance. »

Par ailleurs, lors de la campagne de 2012, M. Lassalle a aussi entendu beaucoup de Français assumer leur vote FN mais aussi une « certaine forme de racisme ». Autant de

raisons qui l'ont convaincu de prendre la route pour 5 000 km à pied. « Je ne voulais pas que l'on me voie comme le député atypique en mal de médiatisation », prévient celui qui s'est fait connaître en chantant l'hymne régional *Si canti* en 2003 et en menant une grève de la faim pour protester contre le déplacement d'une usine qui se situait à Lourdiou-Ichère – dont il est maire, vers une ville voisine. « On me disait pratiquement toujours la même chose : le lien de confiance avec les élites – politiques et médiatiques – est définitivement brisé », ajoute-t-il.

Mais ce qui a beaucoup marqué Jean Lassalle c'est « le racisme latent ». « Je l'ai ressenti partout, même dans des villages minuscules. Cela se révélait notamment

autour de M^{me} Taubira. C'est un racisme décomplexé, un rejet général de l'autre, dans des termes excessivement agressifs », rapporte-t-il. Jean Lassalle s'inquiète aussi d'un retour de la parole « antisémite », « lié à l'argent ». Et il redoute un vote massif en faveur du FN lors des élections européennes de 2014.

Samedi, le député invite les Français à le rejoindre entre la place de la Concorde à Paris et l'Assemblée nationale. Suivra aussi un week-end de travail autour des « cahiers de l'espoir », sorte de cahiers de doléances mais aussi de propositions pour « changer de paradigme » et « transformer cette ambiance dominée par le stress et la peur en période d'enthousiasme et de reconstruction ». ■

ABEL MESTRE

FRÉDÉRIC POTET